

le pouvoir aux travailleurs

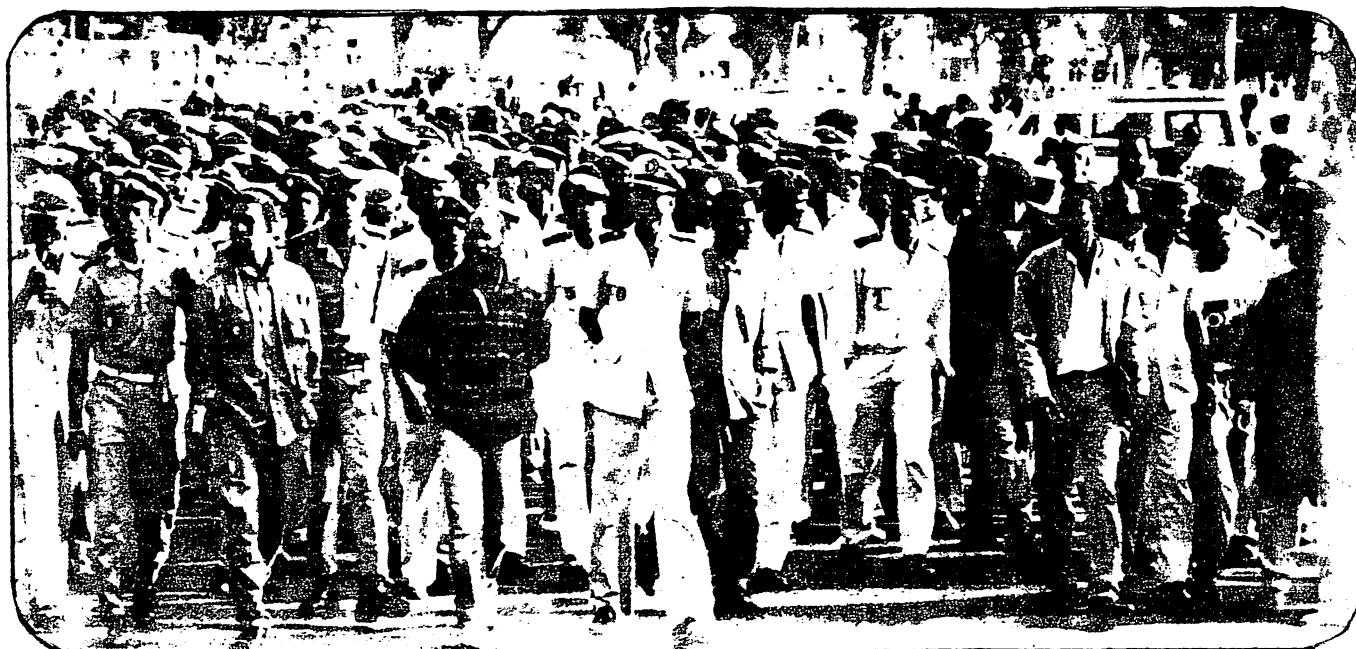
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

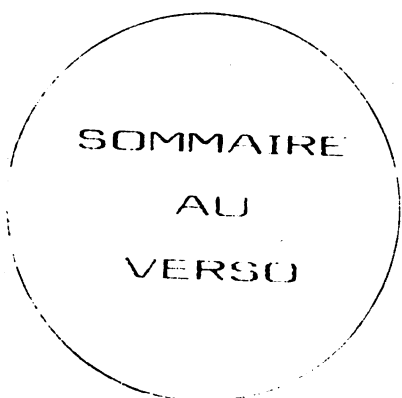
LE 17 MAI 1987

NO 161

PRIX : 3 FF



SENEGAL



LA CONTESTATION

DES POLICIERS !

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Page 2 à 5

- Editorial

Page 5

- Sénégal : Les paysans craignent l'expropriation après le barrage de l'OMVS.

Pages 6 et 7

- Mobilisation en Afrique du Sud : Se battre contre l'apartheid, mais pour quelle politique ?

Page 8

- Tchad : Résistance passive à une dictature

Page 9

- Guinée : Les condamnations à mort continuent

Page 10 à 13

- Ghana : Il y a quinze ans mourait Nkrumah

A B O N N E M E N T

France : 1 an

- Pli ouvert 55 FF
- Pli fermé 65 FF

Etranger

- Ecrire au journal

A D R E S S E

DUFEAL - COMBAT
OUVRIER
Pour le PAT, B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

SENEGAL: LA CONTESTATION DES POLICIERS

Après la contestation des étudiants, voilà donc le régime de Diouf face à celle des policiers. Ceux-ci ont le lundi 13 et le mardi 14 avril manifesté devant le ministère de l'Intérieur et défilé dans les rues de Dakar, en se dirigeant vers la Présidence de la République, pour protester contre la décision du tribunal qui a condamné 7 policiers à deux ans de prison et à six millions de francs CFA d'amende pour avoir torturé et causé la mort d'un détenu en 1983.

Ces policiers demandaient également la démission du ministre de l'Intérieur Ibrahima Wone, ainsi que l'amélioration de leur condition de travail et les mêmes avantages que les militaires.

La grève des policiers a gagné la plupart des grandes villes du pays. A Thiès, les policiers en colère ont fait irruption au Palais de la Justice. Ils ont saccagé les meubles et cassé les vitres du palais, bousculant au passage les magistrats. A Diourbel aussi des réactions du même type ont été signalées.

Face à cette contestation peu habituelle, Abdou Diouf a envoyé la gendarmerie pour réprimer les manifestants. Ainsi les habitants de Dakar ont assisté dans une presque indifférence, plutôt dans l'étonnement, à la bagarre entre les gendarmes et les policiers.

Cette bagarre s'est faite à coups de gaz lacrymogène et de matraques. Il a fallu de peu, dit-on dans les journaux officiels comme non officiels pour que cette bagarre ne dégénère en fusillade. Toujours est-il que pour une fois, ceux qui ont trinqué à la matraque ou aux grenades lacrymogènes, ce sont ceux qui ont l'habitude de taper sur la population.

Dès le mercredi 15 avril, Abdou Diouf a décidé de "radier" l'ensemble de la force de police en demandant à chaque policier de rendre son arme et sa tenue.

Les députés du PS se sont réunis d'urgence pour approuver les mesures gouvernementales à l'égard des policiers. Tour à tour, ces députés ont vilipendé cette "rébellion", traitant les policiers de tous les noms. C'est cette même police, notamment le Groupe Mobile d'Intervention -GMI- que ces mêmes députés avaient saupoudré de tous les qualificatifs élogieux lors qu'ils avaient réprimé les étudiants qui réclamaient les meilleures conditions d'études. Hier, la police était qualifiée de "héros", aujourd'hui de "traîtres à la nation".

... / ...

C'est la gendarmerie qui a pris la relève de la police, y compris dans les commissariats et pour régler la "circulation". Seul un petit nombre de policiers ont été maintenus à leur fonction, notamment à la douane pour "assurer un service minimum de sûreté nationale". La gendarmerie, avec un effectif 3 fois inférieur à celui de la police ne parvient pas à assurer le remplacement intégral de la police.

Que s'est-il passé réellement dans la police? Qui a pris l'initiative de faire sortir les policiers dans la rue? Est-ce que derrière ce mouvement de contestation de ce corps de répression, il y a des ambitions de certains dirigeants haut placés? Est-ce qu'il n'y a pas eu un "dérapage incontrôlé" qui a fait qu'une fois le mouvement déclenché, il a échappé à ses initiateurs? Il est difficile de répondre à ces questions. Le point de départ est le procès intenté par les parents d'un détenu tué par des policiers. Habités qu'ils étaient à rançonner, à user de la violence contre les petites gens en toute impunité, ils ont été "révoltés" par la décision du Tribunal qui a osé, pour une fois, condamner certains d'entre eux.

Face à cette manifestation des policiers, l'attitude du gouvernement, au tout début, a été plutôt conciliante. Car, à peine quelques heures après leur première descente dans la rue, le ministre de l'Intérieur déclarait que les policiers n'avaient pas de quoi à s'inquiéter pour les condamnés parce qu'aucun d'entre eux n'était emprisonné, qu'un "appel a été interjeté" pour "suspendre" la condamnation. Il a gentilement demandé d'entamer un dialogue avec une délégation de policiers et que ceux-ci "laissent leurs chefs discuter". Le ministre ne voulait pas que le dialogue se fasse dans la rue car, selon lui, "le problème ne concerne, en définitive, que les policiers et la justice". Il faut entendre par-là que la rue, c'est-dire la population, ne doit pas être concernée par ce problème.

Que s'est-il donc passé entre le 13 Avril où le ministre cherchait la conciliation et le 15 où Diouf annonce la "radiation" de l'ensemble de la police? Est-ce le fait que malgré l'attitude conciliante des autorités, les policiers ont de nouveau manifesté le 14, allant même, comme à Thies, mettre à sac le Palais de Justice? Est-ce le fait que la revendication qui était au départ une simple contestation d'un procès est devenue une revendication d'ordre corporatiste, concernant les salaires, les conditions de travail et les statuts et qu'il y avait là une évolution qui apparaissait incontrôlable par la hiérarchie?

En tout cas le gouvernement a brusquement choisi la fermeté à l'égard des policiers. Le jeudi 16 Avril, l'éditorialiste du "Soleil", le quotidien porte-voix du gouvernement, commentait: "Le Sénégal, écrit-il, vient de sortir de la crise la plus grave, la plus angoissante, la plus humiliante de son histoire depuis les événements de Décembre 1962". Et il continuait: ...l'ossature même autour de laquelle s'articule la nation (sic!) s'est ouvertement rebellée contre les pouvoirs publics et contre ses chefs hiérarchiques (...) La non obéissance aux ordres émanant de leur chef, le face à face armé avec la gendarmerie nationale, le sac des Tribunaux, (...) constituent...des actes limites de rébellion...".

Tout cela pour justifier la "fermeté" de Diouf et "son courage face à l'insubordination et à la révolte des services de sécurité". Ce n'est plus le même ton que deux jours auparavant quand le "Soleil" décrivait la première manifestation des policiers comme "bon-enfant".

En même temps que la "radiation" des policiers, Abdou Diouf a remplacé aussi Ibrahima Wone du ministère de l'Intérieur par Jean Collin qui a promis qu'il allait remettre de l'ordre dans la police. En attendant, c'est la gendarmerie qui remplace les policiers.

Les travailleurs n'ont évidemment pas de raison d'éprouver le moindre sentiment de solidarité avec les policiers, lorsqu'ils revendiquent le droit de frapper, torturer ou tuer impunément dans le secret des commissariats. Mais ils auraient certainement tort de se réjouir de la remise au pas des policiers et de la police par le commandement et par le gouvernement.

Car il ne faut pas se tromper d'adversaires. Bien de policiers sont sans doute des fieffés salauds; un grand nombre d'entre eux, la majorité sans doute, arrondissent leur fin de mois en rançonnant la population pauvre, et tous sont des instruments de répression contre la population travailleuse. Mais des instruments seulement, justement. Comme les matraques dont ils se servent et souvent avec à peu près aussi peu de conscience ceux qui manient ces instruments, qui les dressent, sont plus haut, de loin plus haut, du côté des sommets de la hiérarchie, du côté du gouvernement et des classes privilégiées qu'ils servent.

Ceux-là, les véritables ennemis de la classe travailleuse, utilisent le point de départ de la révolte policière pour se donner le beau rôle, et pour avoir l'air de s'en prendre aux policiers au nom de la "propreté" des méthodes policières et de la "respectabilité" de la police.

Mais les brutalités policières sont monnaie courante, y compris des brutalités qui aboutissent à mort d'homme. Et tous ceux parmi les pauvres et les travailleurs qui avaient affaire à la crapulerie policière, savent que la hiérarchie les couvre d'ordinaire comme elle a commencé à les couvrir en cette occasion.

Ce qui a inquiété cette fois les autorités, et qui les a incitées à la fermeté, ce n'est pas apparemment le point de départ de la contestation policière, c'est son ampleur, c'est la rapidité avec laquelle elle s'est propagée, c'est le fait que la discipline, l'obéissance à la hiérarchie étaient en train de fiche le camp. C'est pour les dirigeants politiques, une situation inacceptable. Ce n'est pas pour rien que Jean Collin a motivé la "fermeté" du gouvernement par le "souci de voir notre pays disposer des forces de sécurité digne de ce nom". Ce n'est pas pour rien que des députés P.S à l'éditorialiste du "Soleil", les porteparoles du gouvernement s'élevaient contre "l'inqualifiable acte d'indiscipline" des policiers.

A cet égard, il est intéressant de noter l'attitude du PDS (le principal parti de l'opposition), qui, lorsqu'il critique la radiation des policiers, c'est, entre autres, parce qu'il craint que plutôt que de rétablir la discipline, l'attitude du gouvernement risque de "destabiliser la sécurité interne et externe du pays". Tous ces politiciens de l'opposition comme du PS sont soucieux de la "stabilité", de "l'ordre", de la "discipline" etc...

Les policiers peuvent être des brutes ...mais il faut qu'ils obéissent à leurs chefs. Sans discipline envers la hiérarchie, il n'y a pas d'appareil de répression fiable. Et le gouvernement, comme les classes privilégiées, a besoin d'un appareil de répression fiable, et pas des policiers qui ont des états d'âme revendicatifs et qui donnent à la population le déplorables exemple de descendre dans la rue, comme le déplorait un député P.S.

Quant aux travailleurs, ils n'ont certainement pas à déplorer que les policiers et les soldats prennent l'habitude de désobéir à leurs chefs. Au contraire, si la classe ouvrière sénégalaise avait une politique à elle; si elle disposait d'une organisation révolutionnaire susceptible de lui en proposer une sur les événements, un des aspects de cette politique devrait être de chercher systématiquement à enfoncer un coin entre les policiers et les soldats et leur hiérarchie; à opposer les troupiers et les généraux.

Il faudrait le faire au nom d'une politique de classe, cherchant à attirer les policiers ou les militaires du côté des classes pauvres, ou du moins à les neutraliser.

Les classes privilégiées ont besoin de corps de répression disciplinés envers leurs chefs, parce que l'Etat dont ces corps de répression constituent l'ossature est leur Etat et défend leurs privilèges.

Les classes exploitées ont besoin, au contraire de démolir cet Etat, pour mettre à la place leur propre pouvoir démocratique. C'est bien pourquoi les travailleurs révolutionnaires ne se retrouveront en aucun cas derrière la cohorte de ces politiciens de tout bord qui félicitent Diouf dans cette affaire.

SENEGAL : LES PAYSANS CRAIGNENT L'EXPROPRIATION APRES LE BARRAGE DE L'OMVS

Les paysans du département de Matam ont une fois de plus manifesté leur crainte d'être expropriés de leur terre après le barrage de l'Organisation de la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS).

Ces paysans ont présenté une doléance à Moussa N'Doye, secrétaire d'Etat à la Décentralisation qui visitait leur département. Ce dernier, tout en déclarant notamment que "si on tient compte de ce qui s'est passé il y a quelques années dans certaines zones du delta, il convient de reconnaître que les craintes des paysans peuvent être fondées", a essayé de rassurer les paysans en leur affirmant qu' "un conseil interministériel a décidé de délimiter les superficies pouvant être affectées aux agro-industriels étrangers".

Voilà le "figirdé de N'doye Pralaka nafata" (ce qui veut dire en peulh " des paroles qui ne servent à rien").

Il faut croire que le gouvernement sénégalais craint quand même les réactions des paysans. Il a par exemple accordé 33 milliards au département de Podor pour son développement, à condition d'avoir l'adhésion "sans faille" des populations à ce programme.

Les paysans ont tout à fait raison de s'inquiéter car subvention ou pas, ces terres, on le sait par avance, seront convoitées par les plus puissants, par les plus riches étrangers ou sénégalais. Ces riches, ces puissants, auront la possibilité d'utiliser ces terres pour la production des cultures de contre-saison destinées aux marchés européens.

Et ce ne sont tout de même pas les décisions du gouvernement sénégalais de "délimiter" ou non ces terres qui y changeront quelque chose. - d'abord parce qu'il n' y a pas de délimitation, les décisions n'étant pas encore prises. - d'autre part et surtout rien n'empêche, si délimitation, il y a, de contourner les décisions gouvernementales par le truchement des hommes de paille pour s'approprier les terrains.

Au mieux, sur le plan juridique, certains terrains reviendraient à des sénégalais, mais ce ne seront pas les plus pauvres qui bénéficieront de son exploitation, mais des gens bien placés dans les instances gouvernementales ou de gros cimmercants ayant des bras longs.

Ces puissants qui possèdent de l'argent, ont autrement plus de moyens de se faire comprendre par l'Etat et ses politiciens corrompus que les paysans pauvres; ceux-là riquent fort d'être chassés de leur terre et rejetés dans les régions péri-phériques.

Alors, leur seule chance est de se faire entendre, de se battre et non d'attendre quelque chose du gouvernement.

MOBILISATION OUVRIERE EN AFRIQUE DU SUD :

SE BATTRE CONTRE L'APARTHEID, MAIS AVEC QUELLE POLITIQUE ?

Pendant que la population blanche votait le 6 mai dernier pour renouveler ses députés au parlement, plusieurs milliers de travailleurs noirs se mirent en grève, paralysant ainsi la presque totalité des activités dans tout le pays.

Ainsi les travailleurs africains ont choisi un moyen propre à tous les travailleurs, la grève, pour s'exprimer publiquement, étant donné que la constitution en vigueur en Afrique du Sud ne reconnaît pas le droit de vote aux Noirs qui forment la majorité de la population.

Et comme on l'a vu, leur voix, exprimée au moyen de la grève générale de deux jours, a pesé très lourd par rapport au papier glissé dans l'urne. La privation du droit de vote aux millions de noirs n'a pas empêchée des milliers de travailleurs de peser, par la grève, sur le gouvernement.

La plupart des entreprises, touchées par le mouvement de grève, avaient cessé toute activité ou presque. Selon un organisme officiel, 500 000 ouvriers ne se sont pas rendus aux travail ces deux jours.

Une fois de plus la classe ouvrière noire a fait la démonstration de sa force; une fois de plus elle a montré qu'elle constitue la force sociale principale de ce pays. Mais si la classe ouvrière fournit son contingent de combattants au combat politique de l'heure, celui contre le régime de l'apartheid; si c'est même elle qui constitue, et de loin, la menace principale contre le système ségrégationniste, c'est néanmoins sur le terrain revendicatif seulement qu'elle intervient en tant que telle.

Il est vrai que par ses seules luttes revendicatives, la classe ouvrière d'Afrique du Sud pèse déjà sur la vie politique. Mais dans le contexte explosif de l'Afrique du Sud, il faudrait plus, bien plus. Il faudrait que la classe ouvrière noire y intervienne sur le terrain politique au nom de ses intérêts de classe, avec ses perspectives de classe.

Aujourd'hui, c'est l'ANC qui prétend parler au nom de l'ensemble du peuple noir d'Afrique du Sud. Mais si l'ensemble du peuple noir, une minorité qui a lié son existence au régime d'apartheid mise à part, a intérêt à la chute de ce régime, les raisons de s'opposer au régime ne sont pas les mêmes pour les bourgeois noirs et pour les prolétaires des mines et des usines. Leurs aspirations et leurs perspectives ne sont pas les mêmes non plus.

L'ANC ne peut pas représenter à la fois les intérêts contradictoires des prolétaires noirs et des bourgeois noirs, et ne les représente pas. L'apartheid n'a pas supprimé les oppositions de classe au sein de la société noire, même si, malheureusement surtout, elle les masque aux yeux des exploités.

Les dirigeants de l'ANC, en général sont des médecins, avocats, intellectuels, c'est à dire des privilégiés, sont certes opprimés et froissés par le régime de l'apartheid. Mais ce n'est pas parce qu'ils s'opposent à ce régime odieux qu'ils veulent l'émancipation des travailleurs noirs. Ces dirigeants revendiquent des droits politiques bien à eux, le droit d'être des privilégiés comme dans bien d'autres pays d'Afrique tandis que les prolétaires noirs se dressent contre leur situation d'exploités.

Les premiers veulent se servir de la force des ouvriers pour arriver au pouvoir; ils veulent un pouvoir où les bourgeois noirs prendraient la place des blancs; un pouvoir où ils auraient le droit d'exploiter les ouvriers noirs.

Les dirigeants de l'ANC disent aujourd'hui aux ouvriers sud-africains : "luttons d'abord tous ensemble contre l'apartheid, ensuite on verra; formons un front commun de lutte; ne dispersons pas nos forces car nous ferons le jeu de l'ennemi". Or l'expérience a montré que ces "fronts communs" préconisés par les nationalistes partout dans le monde ne profitent jamais aux travailleurs et aux pauvres. Nulle part ailleurs ces derniers n'ont vu leur sort s'améliorer. Ils trompent les travailleurs.

Au nom du "front commun" et de "l'unité", les nationalistes veulent subordonner la lutte des travailleurs à la leur; ils s'opposent à l'armement des ouvriers pour mieux les frapper plus tard; ils ne veulent pas que les travailleurs se donnent leurs propres organismes de lutte, leur propre parti politique.

Les travailleurs sud-africains qui ont des intérêts spécifiques à défendre, ont intérêt à savoir que les nationalistes, même s'ils se battent à leurs côtés aujourd'hui, sont leurs ennemis de demain. Ils doivent apprendre à se méfier de ces dirigeants bourgeois qui les lâcheront en cours de chemin et retourneront les armes contre eux.

Ils ont intérêt à s'organiser à part, indépendamment, pour défendre leurs intérêts spécifiques et pour mener leur propre lutte. Seuls eux peuvent, après l'apartheid racial, poursuivre la lutte contre l'apartheid social, c'est à dire la lutte contre l'exploitation et pour la destruction du système capitaliste.

Que les travailleurs s'organisent à part, de façon indépendante, cela est important pour la lutte contre l'apartheid. Car s'appuyer sur les intérêts de classe des couches les plus exploitées et des plus opprimées de la société, quand bien même ces intérêts de classe des plus pauvres s'opposent à ceux de la bourgeoisie, cela n'affaiblit pas la lutte contre l'apartheid.

Au contraire, c'est en se battant pour leurs intérêts de classe, en même temps contre le régime de l'apartheid, que les exploités peuvent donner à la lutte une ampleur, un acharnement que les classes privilégiées noires ne pourraient et ne voudraient jamais lui donner. La conviction que les travailleurs se battent réellement pour eux-mêmes et pas pour remplacer un Botha blanc par un Mobutu, donnera aux prolétaires noirs, aux paysans pauvres toutes les raisons de se battre.

C'est important aussi pour l'avenir, pour toute l'Afrique car en Afrique du Sud se trouve l'essentiel du prolétariat africain. La lutte des masses d'Afrique du Sud est déjà un exemple pour tous les opprimés d'Afrique, et au-delà. Mais elle pourrait l'être infiniment plus encore; elle pourrait entraîner tout le prolétariat, tous ceux qui sont exploités et opprimés par des régimes qui, pour être dirigés par des Noirs, n'en sont pas moins des dictatures infames, à secouer, eux aussi, leurs chaînes.

Mais à condition que les dirigeants de la révolution sud-africaine à venir aient cette politique-là; qu'ils se situent sur le terrain des intérêts du prolétariat et des masses exploitées de l'Afrique dans leur ensemble; qu'ils ne se limitent pas à un nationalisme de clocher, arrêtant le combat sur le Zambèze; qu'ils tiennent un langage de classe dans lequel puissent se reconnaître tous les prolétaires d'Afrique, du Sud au Nord, de l'Est à l'Ouest, par de-là les prolétaires du monde entier.

Car sur le plan politique, les intérêts des prolétaires d'Afrique se confondent avec ceux de l'ensemble du prolétariat international.

TCHAD: RESISTANCE PASSIVE A UNE DICTATURE

Le samedi 4 avril dernier, le dictateur zaïrois Mobutu a effectué une visite officielle à N'Djaména pour féliciter, selon "Info-Tchad" (quotidien gouvernemental) du 6 avril, son "homologue tchadien" à la suite de la "gifle que le peuple tchadien (...) a infligée aux forces libyennes d'occupation".

Pour obliger la population à aller accueillir le dictateur Mobutu, les autorités tchadiennes ont employé la manière forte. A ce sujet, "Info-Tchad" de ce 6 Avril raconte qu'il n'y a eu "ce samedi, ni marché, ni lieux de rafraîchissement. Même les vendeuses des cacahuètes et de la fraîche "Almé ardep" ne pouvaient officier. Les fontaines publiques étaient sèches. Les vendeurs d'eau qui gardent généralement la clé du robinet étaient à la manifestation. Aux foyers de grillades de viande, pas de fumée. Dans un bureau de l'administration, on n'a de l'espoir à obtenir un correspondant en téléphonant".

Vu toutes ces dispositions, sans compter les menaces, pour permettre à la population n'djaménoise d'être nombreuse à "accueillir" Mobutu, il n'y a pas eu les résultats attendus. Et "Info-Tchad", exprimant peut-être l'insatisfaction des autorités, s'est indigné de l'insuffisance de la "participation populaire".

L'organe du gouvernement déplore que nombre de spectateurs prennent le large juste après le passage du cortège officiel ou s'éclipsent à la moindre inattention des organisateurs.

La leçon qu'en tire "Info-Tchad" est que "les responsables de la ville devraient revoir leur arrêt de n'autoriser ni vente de nourriture, ni vente de rafraîchissement sur les lieux de regroupement et dans la ville. Les manifestants eux-mêmes en ont besoin." Cela est une façon de reconnaître que la contrainte n'est pas forcément le moyen efficace d'atteindre le but visé.

Mais pour que le porte-parole officiel du gouvernement s'en rende compte, il a fallu que la population oppose une résistance passive à la manière forte devenue "coutumière".



GUINEE : LES CONDAMNATIONS A MORT CONTINUENT

Les Tribunaux de Conakry ont récemment prononcé des condamnations très sévères. Certains accusés ont été condamnés à mort, d'autres aux travaux forcés. Parmi eux figurent des membres des familles de l'ancien dictateur Sékou Touré et ses collaborateurs, ainsi que l'ancien premier ministre de Lansana Konté, Diara Traoré.

Ceux qui ont souffert de l'emprisonnement, de la torture, ou les familles de ceux qui ont laissé leur vie dans les géôles de Sékou Touré n'ont bien sûr pas à pleurer sur la condamnation de quelques crapules qui, non seulement se sont enrichies par la corruption, les détournements et par l'exploitation des pauvres, mais qui étaient de vrais sanguinaires. Elles l'ont bien mérité.

Mais Lansana Konté lui-même, qui était officier dans l'armée de Sékou Touré, n'a pas les mains propres. Quand il est arrivé au pouvoir, on l'a montré comme quelqu'un qui allait mettre fin à la "violation des droits de l'homme en Guinée". Et pour montrer qu'il était différent de Sékou Touré, il a ouvert la prison du tristement célèbre camp Boiro.

Des dirigeants de l'impérialisme français se sont même déplacés en Guinée pour le féliciter de ce "changement". Comme s'ils avaient le souci du droit de l'homme, eux qui soutiennent en Afrique les dictatures les plus sanguinaires. En réalité, la différence n'est pas très grande entre l'ancien et le nouveau pouvoir. Sékou Touré se gargarisait de discours "anti-impérialistes", Lansana Konté ne le fait pas. Mais le reste, c'est la même chose.

Lansana a beau être présenté comme un "modéré", comme un "sage", mais il n'empêche que c'est par la dictature et par la répression qu'il gouverne lui aussi. Son premier ministre en a déjà fait les frais. Et s'il est prêt à "sacrifier" ses propres amis, on peut lui faire confiance quant à la férocité qu'il peut utiliser contre ceux qui ne sont pas de son bord.

Et cette série de condamnations à l'égard de certains anciens dignitaires et de son ex-premier ministre est un avertissement à tous ceux qui seraient tentés de manifester une quelconque hostilité à l'égard de son régime ou même tout simplement d'émettre des critiques.

Comme quoi, on peut être "anti-impérialiste" comme Sékou Touré et être un infâme dictateur, mais que l'on peut être aussi un "modéré", un "pro-français" et être tout aussi dictateur.

* * * * *

GHANA : IL Y A QUINZE ANS MOURAIT NKURUMAH

Il y a quinze ans mourait Nkrumah qui passait pour l'incarnation du "progressisme" et "panafricanisme" dans l'intelligentsia africaine.

C'est en 1953, quand il est parti aux USA pour ses études universitaires que Nkrumah a découvert les idées panafricanistes de W.B. Dubois et Marcus Garvey. Ceux-ci défendaient, chacun à sa manière, la "reconnaissance de l'homme noir". Nkrumah épousait leurs idées. En 1945, il se retrouva en Angleterre et il défendait le panafricanisme en tant que secrétaire du 5^e congrès panafricain de Manchester. C'est là qu'il fit la connaissance du panafricaniste antillais Georges Padmore qui cherchait à concilier "panafricanisme et communisme". A travers ses idées, notamment dans son ouvrage "Consciencisme", Nkrumah prétendait également réconcilier le "marxisme", le christianisme et le panafricanisme.

Quand Nkrumah se trouvait en Angleterre, on était au lendemain de la deuxième guerre mondiale et les conséquences de celle-ci se traduisaient partout par une situation économique et sociale grave. C'est ainsi qu'au Ghana par exemple, il existait un grand mécontentement chez les fermiers achanti et les anciens combattants. En 1948, ceux-ci ont organisé à Accra des manifestations qui se sont transformées en émeutes sanglantes.

Le mécontentement fut d'abord canalisé par un parti nationaliste créé en 1947, "l'United Gold Coast Convention" (l'UGCC). Mais ce parti était rapidement débordé par un nouveau parti fondé par Nkrumah, en 1949, le "Convention People's Parti" (CPP), qui apparaissait comme plus radical. Celui-ci voulait une "autonomie immédiate". Le CPP apparaissait aussi comme un parti qui se préoccupait du sort de la population puisqu'il défendait par exemple l'idée de "l'élevation du peuple". Il se serait même appuyé sur les petites gens, notamment les commerçants du marchés, les "boys", les jeunes chômeurs, etc.

Lors des élections de 1951, le CPP remportait une victoire écrasante. Puis en 1956, cette victoire fut confirmée à l'occasion de nouvelles élections. Un an plus tard, en 1957, quand le Ghana a accédé à l'indépendance, le parti de Nkrumah bénéficiait donc d'un soutien populaire large. Mais très rapidement la population ghanéenne a dû déchanter. C'est que le CPP envers lequel elle avait des illusions, était un parti qui lui était en fait étranger.

Dès 1961, un budget d'austérité bloquait les salaires. Cela touchait particulièrement les travailleurs. Et c'est ainsi que des dockers et des cheminots ont protesté par une grève dure. Comme cela est partout le cas en Afrique, la corruption s'est installée. Dans le même temps qu'une minorité s'enrichissait, les conditions de vie des masses devenaient de plus en plus difficiles, surtout quand le cacao qui constituait 60% des exportations du pays a vu ses cours considérablement baisser.

Sur le plan des libertés démocratiques, dès 1963, le CPP s'est proclamé parti unique. Tous les partis d'opposition étaient interdits et les adversaires politiques ainsi muselés. Même dans son propre parti, Nkrumah a écarté, emprisonné ou condamné à mort ceux qui apparaissaient comme des rivaux.

Nkrumah se croyait investi d'une mission. Et il se faisait appeler l'"osageyfo" (le Rédempteur). Ce culte de la personnalité a été véhiculé par toute une partie de cette intelligentsia qui est d'autant plus "progressiste" ou "radicale" que cela ne lui demande pas d'effort et qu'elle peut s'en remettre à un sauveur "progressiste".

Mais en matière de changement, le seul que Nkrumah parvint à réaliser était de modifier le nom de son pays qui, de "Gold Coast"-cette appellation rappelait tout de même un peu trop le passé colonial- est devenu le Ghana. Et en matière de panafricanisme, la seule réalisation à laquelle Nkrumah a apporté sa contribution, en même temps que sa caution, fut cette fameuse "Organisation de l'Unité Africaine" créée en 1963, qui réunit périodiquement toutes les crapules couronnées, galonnées ou en civil qui dirigent les multiples dictatures en Afrique.

Quant aux prétentions vaguement "anti-impérialistes" de Nkrumah, elles se limitent à quelques discours ou exhortations. L' "Osageyfo" était devenu l'un des instruments de l'impérialisme. D'ailleurs la bourgeoisie britannique ne n'y trompait pas quand, à la veille de l'indépendance, elle a suivi avec bienveillance l'accession de Nkrumah au pouvoir.

Pour les britanniques, selon l'historien anglais Basil Davidson, Nkrumah était "le Senghor ou l'Houphouët Boigny de la Grande Bretagne, l'hôte et l'invité de la Couronne, l'ami des puissants hommes d'affaires".

Eh bien, après l'indépendance, même si Nkrumah dénonçait le "néo-colonialisme", même si en paroles il était pour le "socialisme", en fait il était resté "l'ami des puissants hommes d'affaires" et des exploités.

En passant 10 ans au pouvoir, Nkrumah a perdu beaucoup de sa popularité. Les masses ont pu l'apprécier, non plus sur les paroles mais sur ses actes. Et en 1966, lors d'un coup d'Etat militaire qui l'a renversé, il y avait une explosion de joie. A Accra, c'est les populations qui manifestaient leur joie qui auraient renversé la statue monumentale de l' "Osageyfo".

Nkrumah avait incarné avec quelques autres, comme Sékou Touré ou Nyéréré, une première génération de "progressistes" africains. Ils prétendaient transformer le sort de la population de leur pays. Ils prétendaient réaliser l'unité de l'Afrique. Ils n'ont fait ni l'un ni l'autre. Et leur échec a plutôt conforté la position des gens comme Senghor ou Houphouët Boigny, ouvertement dévoués aux intérêts de l'impérialisme ou des dictatures militaires de toutes sortes.

Aujourd'hui, une nouvelle génération d'hommes tente d'occuper la place laissée vide par les Nkrumah. Ils s'appellent Sankara, Rawlings. Mais les ambitions des nouveaux venus de patronner des dictatures paternalistes, capables de réaliser des transformations sociales significatives et d'en atténuer le sous-développement sont vouées à l'échec, tout autant que le furent les ambitions de leurs prédécesseurs, pour les mêmes raisons.

Même si les dirigeants dits progressistes, façon Nkrumah hier, Sankara ou Rawlings aujourd'hui, étaient réellement désireux - ce qui est loin d'être prouvé - de combattre la corruption, réduire les inégalités, mettre fin aux survivances des formes d'oppression archaïques, remettre en cause les frontières héritées de l'époque coloniale, ils ne le pourraient pas d'en haut, tant sont grands la pauvreté et le sous-développement des pays d'Afrique, et surtout tant est grande la pression économique, politique et à l'occasion militaire des puissances impérialistes.

La seule classe sociale susceptible de se constituer en force capable de s'opposer à l'impérialisme, est le prolétariat. Pas le prolétariat de tel ou tel pays d'Afrique pris isolément, mais le prolétariat de l'Afrique dans son ensemble, en liaison avec le prolétariat international.

Ce prolétariat d'Afrique était encore faible au temps où Nkrumah faisait ses armes.

... / ...

Aujourd'hui ce prolétariat est numériquement important. Son poids numérique s'accroît au fur et à mesure que le capitalisme détruit la vie traditionnelle des campagnes et pousse les paysans de naguère vers les bidonvilles d'Accra, de Lagos, de Dakar, d'Abidjan ou de Douala.

Mais il lui manque la connaissance de ses possibilités et de son rôle; il lui manque les organisations aptes à lui proposer la politique susceptible de l'amener à cette conscience.

Alors, les travailleurs conscients d'Afrique et les intellectuels réellement décidés à se battre pour des transformations révolutionnaires en Afrique ont mieux à faire que pleurer Nkrumah ou espérer que ces pâles imitateurs d'aujourd'hui fassent mieux.

Ils peuvent être le lien entre le passé révolutionnaire du prolétariat international et le prolétariat d'Afrique. Ils peuvent étudier et comprendre le marxisme, se placer sur le terrain du prolétariat et de sa lutte de classe; faire leur la perspective de la révolution prolétarienne internationale, seule capable de détruire l'impérialisme.

Et ils peuvent et doivent se mettre aussitôt à l'ouvrage pour militer dans cette perspective et apporter leur contribution à la création et au développement d'organisations communistes révolutionnaires.

Le "progressisme", le "panafricanisme" de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie nationalistes sont morts avant d'être nés. Le prolétariat seul peut apporter du progrès pour l'Afrique, comme c'est lui seul qui peut détruire les frontières coloniales qui divisent le continent.

FRANCE : LE PROCES D'UN NAZI

Klaus Barbie, cet ancien officier nazi qui avait servi à Lyon et qui passe en ce moment en procès est certainement un criminel et un salaud. Il était un des rouages dans la machine de répression de l'impérialisme allemand sous Hitler, responsable à ce titre de massacres, d'assassinats, de crimes racistes contre les juifs.

Mais ceux qui viennent des anciennes colonies de l'impérialisme français, d'Afrique ou d'ailleurs savent par eux-mêmes, ou par le souvenir de leurs parents ou grands parents que l'impérialisme français, prétendument démocratique, a utilisé contre les peuples des colonies les mêmes méthodes que les nazis; et qu'il s'est servi, pour ce faire, de crapules du même accabit que Barbie.

Tous les officiers tortionnaires des guerres coloniales d'Indochine, d'Algérie ou de Madagascar; tous les généraux qui leur ont donné l'ordre de tuer, tous les politiciens qui les ont couverts ne valent sûrement pas mieux que Barbie. Comme les impérialistes français, anglais ou américains dits démocratiques ne valaient en rien mieux dans leurs colonies que les impérialistes allemands ou japonais.

Klaus Barbie sera jugé et peut-être condamné. Les Klaus Barbie français ont la légion d'honneur, quand ils n'ont pas été ministres ou n'attendent pas de le devenir.

A ceux-là, ce sera aux prolétaires français de demander des comptes. Et pas à l'occasion d'un procès bidon comme celui de Barbie; procès qui n'est pas fait pour établir la vérité. Pas même sur le nazisme, ses causes et ses pourvoyeurs, mais au contraire pour la dissimuler.

* * * * *

camarade

LIS ET FAIS CONNAITRE

le pouvoir aux travailleurs

ORGANE PUBLIE PAR L'UNION AFRICAINE DES
TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en caste, contre les dictatures qui oppriment nos peuples; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette même lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.